Délibération N° 62/CA/2018

Protocole d’accord transactionnel relatif aux soldes de maturation Lyon Sciences Transfert (UdL/UCBL)

Vu la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l’enseignement supérieur et à la recherche,

Vu les articles 2044 et suivants du Code civil,

Vu le décret n° 2015-127 du 5 février 2015 portant approbation des statuts de la communauté d’universités et établissements « Université de Lyon » modifié,

Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

Vu le règlement intérieur de l’Université de Lyon,

Vu le projet d’accord transactionnel relatif aux soldes de maturation Lyon Sciences Transfert,

Vu la réunion du Conseil d’administration du 16 octobre 2018,

Membres en exercice : 40
Quorum : 20
Membres présents et représentés : 37
Membre ne prenant pas part au vote : 0
Voix pour : 35
Voix contre : 1
Abstentions : 1

Lyon sciences transfert (LST) était un service mutualisé de valorisation de la recherche rattachée au Pôle de recherche et d’enseignement supérieur (PRES) Université de Lyon (UdL), bénéficiant dans le cadre de ses actions de soutien à la maturation de projets innovants de fonds provenant du Ministère de l’enseignement supérieur et de la Recherche, de l’Union Européenne, de la Région Rhône-Alpes (aujourd’hui Région Auvergne Rhône-Alpes) et du Grand Lyon (aujourd’hui Métropole de Lyon).

Un comité de maturation LST décidait de soutenir des projets portés par des laboratoires et d’accorder ainsi des subventions aux établissements agissant au nom de ces laboratoires.

L’Université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL) et l’UdL, pour le compte de LST, ont signé entre 2009 et 2013 plusieurs conventions attributives de subvention relatives au soutien à la maturation de projets innovants menés par divers laboratoires.

Des difficultés sont apparues dans la gestion administrative et la justification des dépenses de certains de ces dossiers, créant des dettes non acquittées tant du côté de l’UCBL que du côté de l’UdL.
Compte tenu des désaccords constatés sur ces dossiers depuis plusieurs années et des préjudices estimés pour les deux parties, il a été décidé de recourir à un protocole transactionnel permettant de régler ce litige. Afin d’élaborer le projet de protocole qui est aujourd’hui proposé à la validation du Conseil d’administration (CA) de l’UdL, un important travail de recherche a été réalisé par les services finances et les agences comptables des deux établissements. Au terme de ces travaux de recollement des données, une « position médiane » a été négociée, permettant de ramener le montant de l’écart entre les sommes dues et les sommes trop perçues à 20 206 € en faveur de l’UdL.

Cependant, compte tenu des éléments de contexte rappelés dans le projet de protocole, l’article 1er prévoit que « l’UdL accepte de renoncer à la récupération des trop perçus correspondant aux avances non justifiées, dans la mesure où elle avait obtenu les financements nécessaires à ces paiements. Cependant, dans l’hypothèse où un contrôle des financeurs des opérations mentionnées ci-dessus aboutirait à réclamer la justification des avances versées par l’UdL, l’UCBL s’engage à fournir les justifications demandées et, le cas échéant, à restituer - par l’intermédiaire de l’UdL - les avances indûment perçues qui seraient réclamées par lesdits financeurs. En outre, l’UCBL accepte de renoncer au versement des sommes correspondant aux soldes justifiés dans la mesure où l’UdL n’a plus les financements nécessaires à ces paiements. »

A l’issue de la négociation, les deux parties renoncent à récupérer les sommes dues.

Il est décidé :

Article 1 : Le Conseil d’administration approuve la signature Protocole d’accord transactionnel relatif aux soldes de maturation Lyon Sciences Transfert.

Article 2 : Le Directeur général des services de l’Université de Lyon est chargé de l’exécution de cette délibération.

Lyon, le 16 octobre 2018,

Le Président de l’Université de Lyon,

Khaled BOUABDALLAH